



TRIBUNE

« Les entreprises sont les sacrifiées de la République »

Le compromis politique est devenu un piège qui étouffe l'économie française : entre dépenses publiques hors de contrôle, fiscalité qui taxe l'audace et classe politique déconnectée du terrain, un collectif d'entrepreneurs appellent à une rupture.



Cercle



Par Tribune collective

Publié le 14 nov. 2025 à 15h00 | Mis à jour à 15h17

Tribune Collective :

"On a cru longtemps à la culture du compromis : une vertu civique, un art de gouverner. Une forme de négociation qui parle à notre imaginaire et à notre sens de l'éthique. Aujourd'hui, cette culture appliquée à la politique nous piège, elle nous tue.

Quand l'Etat **surtaxe radicalement l'audace**, l'entreprise déjà en position de faiblesse - face à la concurrence mondiale - se retrouve contrainte de financer l'absurde. Ce ne sont pas seulement les patrons qui tombent : ce sont leurs salariés, leur famille, notre avenir, nos enfants...

La classe politique, loin d'être toujours un partenaire fiable, semble parfois s'éloigner dangereusement des réalités de terrain. Par méconnaissance ou par idéologie, certaines décisions finissent par fragiliser la survie même de nos entreprises, de nos emplois, de nos commerces, de l'économie française...

Les entrepreneurs, meilleurs alliés du pays

Il ne s'agit pas de faire un adversaire de la classe politique mais de lui rappeler qu'en ignorant les entrepreneurs, elle se prive des meilleurs alliés du pays. Nous étions déjà en 17e position mondiale en termes de compétitivité, nous allons chuter de plus en plus bas.

Ceux qui se targuent d'être nos élus étouffent de leurs taxes la possibilité même de maintenir une activité, et de développer nos emplois.

La dépense publique **est en réalité hors de contrôle et inefficace** et semble être tombée entre les mains d'apprentis sorciers démagogues, déconnectés des réalités du terrain. Nous ne pouvons plus nous permettre le confort intellectuel du compromis qui est l'alibi pour ne pas prendre de décisions claires, courageuses et nécessaires. Le compromis pour le compromis n'est-il pas un manque de courage ? Les gueux deviennent désormais nos salariés.

Tout remettre à zéro

Il faut une vraie révolution des mentalités dans notre société : il est temps de rompre. La rupture, en l'occurrence aujourd'hui en France, est de tout remettre à zéro : on appelle ça le « BBZ » pour le projet de loi de Finances (« budget base zéro », ce qui se fait dans certaines entreprises). Il s'agit de recréer un fonctionnement... qui fonctionne !

Une réforme générale de bon sens, dans un objectif gagnant-gagnant : oui, il faut bien sûr **dépenser de l'argent à l'hôpital**, mais pas dans les services administratifs ! Non, pour réfléchir, nous n'avons pas besoin de pléthore d'organismes publics (Ademe, Cese, Arcom, ARS, France Travail, OFB, CNRS, ANCT...) : on en a à l'infini, mais pour remplacer qui ? Certaines méritent peut-être d'être seulement réduites et vraiment contrôlées.

Faisons entendre la voix du bon sens tous ensemble.

Nous le savons tous, une forme de lâcheté a justifié la compromission incomptente.

Les partis eux-mêmes sont éclatés : le RN, le PS face au NFP, les LR comptant le nombre d'entre eux prétendants à l'Elysée, le centre, cercle des amis de François Bayrou cherchant à se démarquer d'Emmanuel Macron, les communistes restant droits dans leur botte, les écolos tombant dans l'égologie, et nuisant à la planète par la bêtise de leurs revendications (c'est à qui fera fermer le plus d'usines), etc.

Stop ! Il faut lancer un appel pour les entrepreneurs, pour les salariés, pour les artisans, pour les agriculteurs, pour les citoyens, pour les contribuables pour les industriels, pour les commerçants... et ce, pour réagir concrètement et empêcher la faillite.

Faisons entendre la voix du bon sens tous ensemble. Nous le savons tous, une forme de lâcheté a justifié la compromission incomptente. Agissons maintenant - pour nos entreprises, pour nos emplois, pour la dignité du travail, des entrepreneurs et des intrapreneurs. Nos agriculteurs luttent de toutes leurs forces contre des normes européennes invasives et dévastatrices pour leur quotidien - et dans les champs - qui les achèveraient.

Choose France pourquoi finalement ?

Il faut protéger l'économie française, recentrer l'Etat sur ses missions essentielles. Protéger notre démocratie du délire technocratique.

Faudra-t-il manifester pour être entendu ? Ou signaler le mépris de la présidence de la république consistant à une « petite messe » sur le thème du Choose France du 17 novembre à la Maison de la Chimie, où le

Président de la République, lui-même à l'origine de l'événement, ne viendra pas.

Les entreprises françaises (en dehors des grandes entreprises et investisseurs), ni même le mouvement patronal ETHIC et ses 13 fédérations (représentant plus de 2 millions de salariés) ne sont conviés. Emmanuel Macron préfère Versailles.

Choose France pourquoi finalement ? Nous, nous choisissons d'abord la France. Avec toutes ses entreprises et ses salariés ».

Les signataires de la tribune :

Sophie de Menthon est présidente d'ETHIC.

Thierry Coste est cofondateur du **Cercle Nos Campagnes** Campagnes ».

Renaud Dutreil est ancien ministre et entrepreneur.

Alain Madelin est ancien ministre et fondateur du projet Kairos.

Jean François DASTREVIGNE est président du Syndicat général du BTP Savoie.

Benoît Perrin est directeur général de Contribuables Associés.

Joseph Tayefeh est essayiste et secrétaire général de **Plastalliance**.

Cédric SERRE est président du Medef Puy-de-Dôme.

Jean-Thomas Lesueur est directeur général de l'Institut Thomas More.